

Congrès

du Parti socialiste

AVRIL 2025

**CONTRIBUTIONS
GÉNÉRALES**

**POUR UN NOUVEAU
SOCIALISME**



Pour un nouveau socialisme

Première signataire : **Fatima Yadani**

AVERTISSEMENT.

Ne signez pas cette contribution :

- Si vous craignez de prendre position, de porter des idées fortes ;
- Si vous voulez juste un congrès de désignation d'un premier secrétaire, ou d'un candidat pour 2027 ;
- Si vous ne voulez pas vous mouiller.

Signez cette contribution si vous voulez renouer avec la grande histoire socialiste.

1. Une refondation populaire pour sauver la République

Nous avons changé d'époque. La crise sanitaire et l'effondrement environnemental, la guerre en Ukraine et le retour de Donald Trump à la Maison Blanche sont autant d'événements qui montrent que la vision et les valeurs qui ont dominé le monde depuis la chute de l'URSS sont devenues obsolètes. L'illusion d'un monde pacifié par les vertus du capitalisme a vécu. L'élection à la tête de la première puissance mondiale d'un homme condamné pour agression sexuelle, accusé par des dizaines de victimes, et qui manifeste mépris et grossièreté à l'égard des femmes, a donné à tous les courants et états masculinistes et

antiféministes une puissance inédite. La guerre contre les droits des femmes, les droits sexuels et reproductifs ainsi que l'égalité est déclarée. Derrière les USA, les états théocratiques et illibéraux s'organisent. La France occupe une place majeure pour y résister.

La République est menacée dans son existence même. Les menaces extérieures se multiplient, à l'heure où la guerre frappe aux portes de l'Union européenne et où notre souveraineté économique, trop facilement abandonnée par la croyance naïve en une mondialisation heureuse, n'est plus assurée. Au sein même de notre pays, la démocratie est mise en péril par la montée d'une droite extrême assumant ouvertement ses desseins autoritaires et ses connivences avec les puissances impérialistes qui nous sont hostiles.

Sans vent contraire, 2027 sera l'année où l'extrême droite acquerra le pouvoir en France. Ce vent peut venir de la gauche. Le Parti socialiste dispose de la force et de la crédibilité nécessaire pour relever ce défi. Après avoir été l'architecte de l'État-providence et le porte-voix des travailleurs, il paie d'avoir trop cédé, trop pactisé, trop oublié, il a cessé d'être une boussole pour une immense majorité des Français. Il est urgent de se ressaisir. Aux États-Unis comme en Europe, la montée des régimes autoritaires et



de l'ultra-droite montre l'incapacité de la gauche à proposer un projet mobilisateur. Si le Parti socialiste veut retrouver sa place de leader dans le combat politique à gauche, il doit engager une refonte complète de son appareil idéologique et revenir à ses fondamentaux : **le socialisme populaire et républicain**. Ce nouveau socialisme reposera sur un programme de rupture et assumera son « **réformisme révolutionnaire** » au sens où l'entendait Jaurès. Le chantier est immense : après des années de tergiversations et de reculs, la gauche doit refaire du travail, de la Nation, de la laïcité, des services publics et de la justice sociale le cœur de son combat. Les luttes en faveur des droits des femmes et de la préservation de l'environnement, caricaturées dans les médias et tout près de connaître un recul historique, doivent être pensées et défendues autrement, en les inscrivant dans un rapport de classes, si nous voulons que notre projet de société triomphe.

2. Une vision mondiale progressiste pour remédier au désordre international

À l'heure où les périls internationaux s'accumulent, la refondation du Parti socialiste doit d'abord se traduire par un leadership renouvelé sur la scène internationale. Le socialisme français a toujours eu une influence sur la scène mondiale, par le pouvoir de projection de ses idées.

Les socialistes doivent être à l'avant-garde de la lutte contre les néo-impérialismes russe, américain et chinois. La montée des régimes autoritaires appelle une clarification des positions socialistes. Face à la guerre d'agression menée en Ukraine et au conflit à Gaza, nous devons adopter une posture de fermeté. **Le désengagement américain doit conduire la France et l'Europe à être totalement autonomes pour leur défense,** cela passe par une redéfinition du cadre de sécurité européen, qui ne doit plus être dicté

uniquement par l'OTAN. Des efforts en matière de réarmement sont inévitables.

La diplomatie féministe, que nous avons initiée il y a dix ans et qui rassemble déjà 17 Etats aux côtés de la France, doit être déployée dans les relations internationales. A l'échelle de l'Union européenne, nous souhaitons que la stratégie pour l'égalité des genres post-2025 comprenne des engagements concrets et des propositions réalisables afin de garantir l'accès universel aux droits et à la santé sexuels et reproductifs au sein de l'UE et au-delà de ses frontières, tout en agissant de manière décisive pour éliminer les violences fondées sur le genre, aussi bien en ligne que hors ligne.

À l'ONU et dans les instances internationales, la France doit faire entendre sa voix : loin de l'effacement atlantiste qui a prévalu ces dernières années, nous devons défendre un monde multipolaire. Puisant dans l'héritage de la diplomatie gaullo-mitterrandienne, notre pays, retrouvant son idéal universaliste, peut se placer au centre des sujets mondiaux pour être utile à la stabilisation du monde autant qu'à l'Europe et à lui-même.

L'Union européenne est à un tournant. Le socialisme européen du XXI^e siècle doit cesser de n'être qu'un régulateur du capitalisme mondialisé et redevenir une force de proposition capable de structurer une économie au service du bien commun. Pour cela, il faut d'abord reconnaître nos propres erreurs : **le non-respect des votes et des promesses électorales, à commencer par le référendum de 2005, est une des causes profondes de la crise démocratique que traverse notre pays.** Ce contournement de la démocratie a entraîné une perte de confiance du peuple envers ses représentants. Ensuite, nous devons **supprimer les dogmes budgétaires restrictifs** afin d'investir massivement dans la transition énergétique, le développement industriel et **notre souveraineté, mais également mettre un terme**

au **dumping social** qui a cassé le droit du travail et précariser les travailleurs européens.

3. Un nouvel horizon : la ligne populaire et républicaine

Pour renaître, le Parti socialiste doit construire une ligne qui lui permette **d'affirmer une identité propre au sein de la gauche**. Une ligne qui ne sera ni à la remorque de LFI, ni un repli sur des formes passées de la social-démocratie : une ligne populaire, qui défend une économie de production décarbonée et le renforcement des services publics, qui ancre les combats sociaux et sociétaux, à commencer par le féminisme, dans la réalité sociale, et enfin qui arbore fièrement un patriotisme républicain, renouant avec l'ambition universaliste.

3.1. Transformer notre modèle économique

Face à la crise écologique et à la concurrence agressive de la Chine et des États-Unis, il faut **redonner à l'État un rôle central dans l'économie**, avec pour objectifs une planification industrielle et écologique appuyée sur une politique ambitieuse de recherche, la défense de notre agriculture, une revalorisation résolue du travail ainsi qu'une meilleure gestion des finances publiques.

Nous devons rompre avec le dogme de la concurrence libre et non faussée. La réhabilitation de **l'intervention directe de l'État dans le marché et au capital des entreprises, le développement d'une vraie planification industrielle et écologique** sont indispensables : mobilisation des entreprises publiques, commande publique, conditionnalité des aides publiques. Nécessitant des investissements massifs, cette économie de production décarbonée renforcera la place des PME-ETI dans notre tissu économique et sera créatrice de centaines de milliers d'emplois

ouvriers qualifiés.

Face au risque de décrochage technologique, **il faut remédier à l'insuffisance du financement public et privé de la recherche française** en misant notamment sur les technologies d'avenir où un leadership français est encore possible. La numérisation des activités doit également nous conduire à faire du contrôle souverain des infrastructures numériques une priorité au même titre que les autres infrastructures d'eau et d'énergie.

Une grande réforme agricole doit être planifiée.

Après s'être désindustrialisée, la France se désagriculturise, déléguant à d'autres pays le soin de la nourrir. Nous devons à tout prix inverser cette tendance. Pour cela nous proposons notamment **la fixation de fourchettes de prix pour les matières premières agricoles** pour permettre aux agriculteurs de tirer un revenu décent de leur travail. Nous devons également instaurer **un protectionnisme écologique** en appliquant un principe simple : ce qu'on interdit par la porte ne doit plus pouvoir entrer par la fenêtre. Enfin, nous pensons que la soif d'égalité des socialistes passe aussi par l'alimentation. Il y a en République un droit au beau et **un droit au bon dans l'assiette** comme en toute chose, qui ne saurait être réservé à quelques-uns.

Nous entendons **faire de la défense d'un travail qui paye et qui émancipe le cœur de la promesse socialiste**. La priorité pour ceux qui se lèvent tôt et rentrent tard, c'est le pouvoir d'achat. Toute personne qui se donne du mal doit gagner suffisamment pour bien vivre avec sa famille et concrétiser des projets personnels ou professionnels. Il faut d'urgence **revaloriser le salaire minimum et le point d'indice des fonctionnaires**, tout en négociant avec les organisations syndicales et patronales **une revalorisation du reste de l'échelle des salaires**.

20%, c'est l'écart de salaire qui persiste entre les femmes et les hommes, 50 ans après la loi « à travail égal, salaire égal ». La répartition inégale du travail domestique et le temps partiel subi freinent les avancées en la matière. Les femmes sont également surreprésentées parmi les bas salaires : 60% des smicards sont des femmes. L'augmentation du SMIC, tout comme la revalorisation des métiers féminisés, sont désormais une urgence sociale et républicaine.

En parallèle, le pouvoir de décision des salariés dans les entreprises doit être renforcé. Comme en Allemagne, **les travailleurs doivent avoir droit à la moitié des sièges au sein des conseils d'administration des grandes entreprises**, tandis que **l'actionnariat salarié doit être étendu**. Nous devons aussi défendre des propositions fortes pour **offrir des protections adaptées aux travailleurs des plateformes**.

Enfin, assumons de dire que **le sérieux budgétaire est une vertu de gauche**. Le creusement du déficit en France s'explique avant tout par les baisses d'impôt coûtant 50 milliards d'euros par an aux finances publiques. Nous devons **rétablir la justice fiscale en France en mettant davantage à contribution les plus aisés**. Ainsi, le rétablissement de l'ISF, la réforme de l'impôt sur les donations et l'héritage, la suppression de la flat tax et des niches fiscales et sociales injustes ou inefficaces, ainsi qu'une refonte de l'impôt sur le revenu, permettront de dégager les recettes nécessaires au financement de notre programme.

Assumons de **défendre l'autonomie fiscale des collectivités territoriales**, mise à mal par les réformes successives de la droite. Il faut arrêter cette hypocrisie consistant à donner toujours plus de compétences aux collectivités avec toujours moins de moyens. La libre administration, c'est avant tout des moyens pour permettre aux élus locaux de remplir leurs missions et de réaliser les projets pour lesquels ils ont été élus.

3.2. Faire de l'écologie une grande cause populaire

Particulièrement vulnérables face au dérèglement climatique, les classes populaires ont tout intérêt à accélérer la décarbonation de notre société. Les mesures imaginées par des technocrates parisiens ont réussi l'exploit de rendre impopulaire l'écologie, en décidant du relèvement de la taxe carbone en 2018. L'écologie populaire vise au contraire à défendre la mise en place **d'une politique de transition juste proche des besoins des citoyens**.

L'État doit retrouver une vision pour la politique énergétique, qui passe par le développement d'une production électrique indépendante. La maintenance et le développement du parc nucléaire ainsi que la reprise des recherches sont nécessaires pour réussir la transition écologique et réindustrialiser le pays. La France doit défendre son modèle en Europe en refusant la privatisation des barrages hydroélectriques et en renégociant les modalités de fixation du prix sur le marché de l'électricité pour garantir l'accès des Français à une énergie abordable. En parallèle, nous devons déployer à grande échelle les énergies renouvelables, en investissant massivement dans l'éolien, le photovoltaïque et les filières de chaleur renouvelable.

Nous devons combiner à la réindustrialisation décarbonée **un effort de sobriété dans nos modes de vie et de consommation**, en luttant contre la fast fashion, en promouvant le « made in France » et en développant la filière du réemploi. Nous réduirons le parc d'équipement au gaz sans que cet effort ne pèse sur les classes moyennes et populaires, en priorisant la rénovation thermique des HLM.

La clef de la révolution écologique réside

dans un changement radical de notre modèle d'aménagement. La concentration de la population et de l'activité économique au sein d'une dizaine de métropoles est insoutenable d'un point de vue écologique et a créé une fracture territoriale majeure entre les Français. **L'avenir est à la stabilisation des métropoles et au développement de la France des sous-préfectures, des villes moyennes et des villages.** La France peut être pionnière de ce changement en restaurant les différents outils de l'aménagement du territoire que l'État a abandonné. Nous défendons en particulier une politique de rachat des locaux vacants pour aider à l'installation de nouveaux commerces, l'ouverture d'antennes universitaires déconcentrées et le développement des petites lignes ferroviaires.

3.3. Face aux vulnérabilités : renforcer les services publics

Alors que la fracture sociale s'agrandit au sein de la société française, nous devons être en mesure d'apporter des propositions fortes, nouvelles, pour renouer avec l'exigence de mixité sociale, sans quoi la méritocratie est un mot creux. Nous devons rappeler que le rôle de l'école est d'instruire les enfants – effacer les inégalités sociales et culturelles, développer l'esprit critique et faire émerger une culture scientifique partagée – et que cela ne peut se faire que si la laïcité est intransigeante.

Le cycle éducatif doit être pensé de la naissance à l'entrée dans la vie active. Le déterminisme social se joue dès la plus tendre enfance et c'est pourquoi il est urgent d'instaurer **un service public de la petite enfance** en développant massivement l'offre de garde en crèche. Concernant l'école primaire et secondaire, il faut commencer par **valoriser le métier d'enseignant**, en augmentant leur rémunération et en revoyant leur formation ainsi que la gestion de leur carrière. En parallèle, **la carte scolaire doit être revue, les moyens des REP renforcés**, notamment pour

réduire les effectifs par classe et développer le soutien scolaire. Le financement des écoles sous contrat doit être conditionné au respect des exigences de mixité sociale, en cohérence avec la carte scolaire.

Le Parti socialiste doit se positionner sur la question des écrans, qui est sous-estimée dans le débat politique. C'est à tort que nous avons réduit l'accès à internet et aux réseaux sociaux à une question de liberté individuelle, car l'exposition massive aux écrans nuit au développement de l'enfant. Alors que dans les écoles privées où sont scolarisés les enfants des cadres, le « sans écran » est privilégié, les enfants des ménages modestes sont les plus exposés et leurs parents démunis en l'absence de réponse collective. Il est urgent de mettre un terme à cette lâcheté. **Il faut une éthique socialiste du numérique, qui est désormais un sujet de santé publique.**

En matière d'enseignement supérieur, nous devons **améliorer les conditions de vie des étudiants** en construisant 15 000 logements supplémentaires par an, en étendant l'ouverture des restaurants universitaires aux soirs et aux week-ends avec le repas à 1 euro. Les conditions de travail dans la recherche doivent être améliorées dès le stade du doctorat et rendues plus protectrices. En parallèle, **l'État doit garder l'ambition d'une université publique forte** et limiter l'expansion de l'enseignement privé supérieur lucratif. Une de nos priorités doit être **d'investir massivement dans les filières technologiques et professionnelles** et de réfléchir à une nouvelle grande réforme qui ramènerait le baccalauréat professionnel à quatre années et renforcerait la place de ces formations dans le supérieur.

Trop souvent oubliée, la culture est un formidable outil d'émancipation qu'il faut se réapproprier, en soutenant la création par **l'instauration d'une redevance sur les droits patrimoniaux des créateurs à partir de leur décès**, et la

démocratisant en recentrant le Pass culture sur son volet scolaire pour donner plus de moyens à l'école, et en favorisant l'émergence **d'une culture locale populaire**, notamment à travers le lancement d'un grand plan pour le patrimoine rural.

L'hôpital public doit être renforcé. Face à la concurrence avec un système privé qui se positionne sur les actes et patients dits « rentables », les moyens des établissements publics sont devenus insuffisants. Nous devons à tout prix **faire reculer les déserts médicaux**, en assumant de réguler l'installation des médecins. En parallèle, le secteur des EHPAD et des aides à domicile, dont les professions sont très largement féminisées et précarisées, est à bout de souffle, entre pénurie de personnel et reste à charge insoutenables pour les familles. Il est inacceptable qu'une société moderne abandonne ainsi ses aînés. Le Parti socialiste doit être **le parti du droit à vieillir dans la dignité**, en particulier pour les femmes, et s'atteler à la préparation **d'une loi grand âge**.

Concernant plus de 14 millions de personnes, **le handicap est un sujet social écrasant mais largement ignoré de la classe politique**. Nous voulons en faire une priorité, imposer ce thème dans le débat public et apporter des solutions concrètes au Parlement. Un **plan d'urgence pour le handicap** est nécessaire : au-delà de la revalorisation de l'AAH, il est nécessaire de mettre en place une véritable politique d'accès à l'emploi, notamment avec le développement de postes d'ESAT hors les murs, et d'atteindre sans attendre l'accessibilité universelle. Nous pensons aussi qu'il faut des moyens supplémentaires pour les enseignants, le recrutement et la revalorisation des AESH, afin d'assurer une meilleure intégration des élèves en situation de handicap dans les écoles, tout en augmentant les places dans les établissements spécialisés. Il faut enfin créer un véritable statut d'aidant.

Nous sommes profondément attachés à la sécurité sociale, alors que son avenir est menacé par l'assèchement de son financement orchestré par la droite. **Nous voulons renouer avec l'idée de « grande sécu »**, en instaurant une complémentaire obligatoire d'assurance maladie directement adossée au régime général tout en renforçant les missions de prévention des organismes mutualistes.

Sur le sujet central des retraites, il est temps que les socialistes aient un projet autonome, **en faisant tomber le principe, faussement égalitaire, d'un âge légal de départ identique pour tout le monde**. Rappelons qu'un ouvrier a deux fois plus de chances de mourir avant 60 ans qu'un cadre et meurt en moyenne six ans plus tôt. Notre système est profondément inégalitaire : en l'état actuel, les ouvriers et employés travaillent toute leur vie pour financer la retraite des cadres ! Alors que les « comptes pénibilités » sont voués à l'échec, nous militons **pour que l'âge de départ à la retraite soit modulé en fonction de la pénibilité des professions** pour une solidarité interprofessionnelle.

Le Parti socialiste doit faire du **retour des services publics de proximité sa priorité**. Nous proposons la **création de Maisons de la République financées par l'État dans toutes les villes de plus de 1000 habitants**. Bien plus ambitieuses que les France Service souvent fermées, les Maisons de la République aideront les citoyens dans toutes leurs démarches et assureront un suivi régulier et humain tout en apportant une réponse au problème du non-recours.

Nous devons également **apporter des solutions fortes à la crise du logement** : face à la financiarisation du marché immobilier nous assumerons de réguler ce dernier, y compris **en taxant les résidences secondaires vides et en luttant contre les excès d'Airbnb, et d'encadrer davantage les loyers**. Il faut également **construire de nouveaux logements sociaux, réduire à 5,5 %**

la TVA sur les constructions neuves et soutenir un accès abordable à la propriété. Le modèle des Community Land Trust promu par Bernie Sanders, transposé en France avec Bail réel solidaire, doit être considérablement développé.

3.4. Rompre avec l'ordre patriarcal

Depuis plusieurs décennies, et encore en 2024 avec la constitutionnalisation du droit à l'IVG, les socialistes féministes ont joué un rôle majeur dans le combat pour l'émancipation des femmes. Être féministe exige une observation aigüe des mécanismes de domination. Le libéralisme économique et la marchandisation de toutes les activités humaines sont sans limite. C'est pourquoi, en cohérence, **les socialistes s'opposent à toute forme d'exploitation sexuelle et reproductive.**

L'acculturation au féminisme est loin d'être achevée. Le féminisme n'est pas simplement un argument de marketing politique : c'est une bataille culturelle, du quotidien, qui implique les individus dans leur vie publique et personnelle ; c'est une pratique dans nos propres organisations, dans notre rapport au reste de la société, et dans notre conception des politiques publiques. La question de l'impact de nos positions et de nos projets sur les femmes doit être systématiquement posée. Notre rôle, nous socialistes, est **d'encourager les femmes à revendiquer leurs droits et à dénoncer le sexisme.**

Le féminisme, c'est aussi **faire le choix de la sororité**, soutenir les réseaux féministes dans et hors du parti, lutter contre les comportements paternalistes et patriarcaux, cesser de considérer que les sujets portés par les femmes sont des sujets de second plan. Le nouveau socialisme mettra toutes ses forces pour **faire triompher les combats féministes.**

Comme l'ont rappelé les milliers de femmes mobilisées sur les ronds-points en 2018, **sans justice sociale, le féminisme est un concept.** Nous défendons donc un féminisme populaire, qui fera de l'égalité réelle le cœur de son combat. Il aura aussi pour objectif **d'offrir des conditions de vie dignes aux mères célibataires et à leurs enfants.** Nous apporterons des solutions concrètes aux **familles monoparentales**, souvent dans des situations précaires.

Par ailleurs, il est urgent **d'intensifier la lutte contre les violences sexistes et sexuelles**, en soutenant une loi intégrale réclamée de longue date par les associations féministes, qui portera le budget alloué à cette question à 2,6 milliards d'euros, et en engageant **un plan contre les violences intra-familiales**, en nous inspirant de ce qu'a fait le gouvernement socialiste en Espagne.

3.5. Retrouver le temps de l'émancipation républicaine

Nous sommes favorables à une révision constitutionnelle majeure, dont un des piliers sera l'instauration du référendum d'initiative citoyenne en toutes matières. Cette revendication, portée par les Gilets jaunes, est un levier puissant pour réconcilier les citoyens avec la politique.

Cette réforme institutionnelle doit également redonner de la stabilité au système, **en rationalisant l'exécutif**, et renforcer les droits du Parlement, notamment **en découplant les mandats présidentiels et législatifs et en supprimant l'article 40 de la Constitution.** Au-delà de ces grands axes, nous pensons que ce sujet est trop important pour être imposé par la direction du parti et que nous devons, au contraire, faire émerger une position unique qui nous rassemblera en lançant un cycle de réflexion avec les militants sur l'avenir des institutions.

Le Parti socialiste doit réaffirmer avec force **son attachement à l'universalisme français, qui implique une exigence de laïcité**. Nous devons conforter la loi de 1905 comme pilier de la République car la laïcité est le ciment du pacte républicain, la condition même de la liberté de conscience, de l'égalité devant la loi et de la fraternité entre les citoyens. **Nous proposons de faire entrer les deux premiers articles de la loi de 1905 dans la Constitution en créant un défenseur de la laïcité**, sur le modèle du défenseur des droits.

Contre toute forme de relativisme, de droite comme de gauche, il nous faut sans cesse rappeler que le combat contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et toutes les discriminations n'est en aucun cas négociable. **A chaque fois que la gauche s'éloigne de ce message universaliste, elle trahit son histoire et l'idée même d'émancipation**. A ce titre, il nous faut combattre sans relâche la volonté de la droite extrême d'instrumentaliser la laïcité pour mettre à l'index la religion musulmane.

Le socialisme républicain que nous défendons implique également que la gauche se réapproprie les questions d'ordre et de sécurité, abandonnées sans réelle justification à la droite. **Bannir l'insécurité, dont les classes populaires constituent les premières victimes, doit être une de nos priorités**. Alors qu'aucune leçon n'a été tirée par le pouvoir en place des émeutes urbaines de juin 2023, nous défendons le **rétablissement de la police de proximité et l'abandon de l'absurde politique du chiffre** mise en place par Nicolas Sarkozy. L'appel à plus d'ordre et de sécurité venant du peuple doit être entendu, **en intensifiant la lutte contre le narcotrafic, la cyberdélinquance, les réseaux de proxénétisme en plein essor, et les cambriolages** qui se multiplient. Cette politique de sécurité doit aller de pair avec une réforme de la formation des policiers et un contrôle indépendant de leurs actions.

La justice doit voir ses moyens renforcés. Pour faire baisser la récidive, il faut mettre en place **une véritable politique de réinsertion**, en centrant les peines sur la réalisation d'un projet. Il est aussi essentiel de **renforcer la place des victimes** à toutes les étapes de la procédure pénale. Nous devons enfin réfléchir à des pistes pour **la justice du quotidien**, comme la création d'un juge de paix traitant des petits litiges restant aujourd'hui sans réponse.

Fidèles à l'histoire décentralisatrice de notre parti, nous invitons **à sortir des mirages de la différenciation et de l'autonomie législative des collectivités**. Plus que des fétiches constitutionnels, elles ont avant tout besoin de la puissance publique dans son ensemble, et de moyens concrets pour atteindre l'égalité réelle. Cette vision implique aussi que **les territoires d'outre-mer cessent d'être les grands oubliés de la République**. Nous devons engager un plan d'investissement massif dans les infrastructures pour favoriser le développement de ces territoires et intensifier la lutte contre la vie chère en prenant des mesures fortes contre les monopoles et oligopoles.

4. Une nouvelle méthode : le socialisme par la preuve

Pour redevenir audible, nous devons **redevenir un parti représentatif de la société et appliquer la parité populaire**. Le Parti socialiste ne peut prétendre porter les intérêts et les aspirations des classes populaires en étant quasi-exclusivement représenté par des cadres. Le rendez-vous manqué entre la gauche et les Gilets jaunes est symptomatique de cette déconnexion. Rien n'a été fait de ce mouvement pourtant central dans notre histoire contemporaine, qui a su ramener au débat tant de gens qui s'en étaient détournés par dépit. Tout comme mai 68 avait irrigué les projets de gauche des années 70 et 80, **les combats des Gilets jaunes doivent contribuer à la refondation idéologique du Parti socialiste**.

La parité et la mixité doivent être des principes fondamentaux, qui doivent se traduire en une représentation équilibrée et juste de la base au sommet de notre organisation. Nous n'accepterons plus les artifices de congrès visant à calmer les revendications de celles et ceux qui réclament plus de justice. Nous devons abolir les plafonds de verre et les excuses usuelles qui entravent la progression vers une véritable équité. **Nous appelons à une application immédiate de la parité et de la mixité à tous les échelons, sans exception.** Nous devons valoriser en particulier la place et l'engagement des femmes issues des milieux modestes et des zones rurales, sous-représentées dans les sphères décisionnelles.

Nous devons aussi transformer en profondeur le parti et sa méthode. Si le socialisme s'est imposé historiquement dans le monde ouvrier français, c'est avant tout par son travail concret au service des classes populaires et moyennes. C'est avec ce socialisme par la preuve que nous arriverons à reconquérir ceux qui ne nous font plus confiance. Il doit reposer sur trois piliers.

Premier pilier : retrouver la fierté militante

Pour faire du Parti socialiste le principal parti agissant concrètement pour les citoyens, nous proposons de déployer des initiatives sur tout le territoire :

- **Ouvrir au moins une permanence d'accès aux droits et d'aide administrative par département,** sur le modèle de notre expérimentation **Service public populaire**. Proposer aux militants de donner un peu de leur temps pour une action concrète, tout en étant formés et préparés, montre notre engagement en faveur de la cité tout en alimentant la réflexion, en partant du très local vers le global.

- **Construire avec les fédérations des initiatives**

adaptées aux besoins de leurs territoires. L'expérience démontre que les actions bien accueillies par les citoyens sont celles pensées par les acteurs avec une réelle connaissance du territoire ou de la situation. C'est pourquoi **nous proposons à l'ensemble des fédérations de réfléchir aux initiatives pouvant répondre à des situations vécues sur leur territoire et qui nécessitent un soutien urgent.** A titre d'exemple, nous avons monté un collectif, Ascenseurs en colère, qui se mobilise pour lutter contre les pannes d'ascenseurs dont la multiplication gâche la vie des habitants dans les tours.

- **Développer le militantisme numérique en s'appuyant sur une équipe permanente de spécialistes.** C'est un chantier prioritaire, car aujourd'hui nous sommes distancés par les mouvements qui fondent leur visibilité sur le numérique.

Deuxième pilier : faire du Parti un espace d'apprentissage et d'ascension sociale

Les partis politiques n'assurent plus une formation de leurs militants comme ce fut le cas par le passé. Pourtant l'envie de militer n'a pas disparu, elle a simplement migré vers d'autres structures. C'est pourquoi nous devons relancer la formation militante :

- **Intégrer au parti l'École de l'engagement,** première école française de formation politique des classes populaires que plusieurs d'entre nous avons créée en 2021 et qui a déjà fait ses preuves.

- **Relancer les universités permanentes du Parti au niveau national, régional et départemental,** afin de permettre aux militants socialistes de monter en compétence et de développer une grille de lecture et une expertise qu'ils mettront à profit pendant les campagnes électorales, et renforcer l'offre de formation des élus locaux.



Nous proposerons aussi à chaque fédération de déployer des rencontres socialistes de la laïcité.

- **Développer une bibliothèque virtuelle** accessible aux militants et élus socialistes, en associant les bonnes volontés pour proposer des synthèses d'ouvrage, des rapports d'institutions et de think-tank, permettant notamment de proposer une revue de presse hebdomadaire sur les sujets majeurs de la politique française et internationale.

Ainsi, le parcours militant ne doit plus être un labyrinthe où l'élan initial se heurte aux murs de l'inertie et où l'enthousiasme se dilue face aux structures rigides. Il est impératif de repenser le parcours militant pour permettre une détection et une promotion efficaces des talents, en instaurant un chemin clair et structuré, en valorisant le mérite, l'engagement et l'audace comme des critères d'accès aux responsabilités.

Troisième pilier : placer le Parti au coeur des luttes, des réflexions et des innovations

- **Construire un échange avec les syndicats et associations de façon régulière**, et pas uniquement quand l'actualité le nécessite, en proposant un cycle permanent d'échanges. Ce dialogue traduira en actes la vision de la société que nous portons, totalement réfutée depuis 2017, où les corps intermédiaires occupent une place centrale.

- **Construire un espace permanent d'échange avec les think tank généralistes et spécialisés proches du PS**, en dédiant une équipe à la construction de cet espace, pour faire vivre le débat.

- **Renouer avec le socialisme municipal populaire.** La structuration d'une nouvelle offre politique et la

reconnexion de celle-ci avec les préoccupations de la France populaire doit se traduire par des initiatives municipales concrètes. Les projets des candidats socialistes aux élections municipales de 2026 doivent incarner cette nouvelle méthode par des propositions comme la mise en place **d'un statut municipal de famille monoparentale, de la cantine scolaire à 1 euro, de la lutte contre la désertification médicale ou de la création de polices municipales de proximité.**

- **Lancer des Assises de la transformation.** Parce que nous devons absolument opposer à la droite extrême un projet construit, nous proposons la tenue de ce grand travail intellectuel et militant afin de poser les fondations d'un projet qui puisse réunir toute la gauche.

- Engager une série de conventions ouvertes sur l'extérieur afin de construire **un programme commun de législature.**

Sans le NFP il n'y aurait pas eu de front républicain. Mais la séquence post-législatives a prouvé que les conditions ne sont réunies ni pour un accord programmatique avec LFI ni pour gouverner ensemble. Sur la démocratie et les questions internationales, les divergences sont trop grandes. En 2026, rien ne sera possible avec ceux qui ont décidé de s'attaquer d'abord aux maires socialistes.

—

Le socialisme a été, dans l'histoire, une force de résistance et de transformation. Aujourd'hui, le Parti socialiste est un édifice dont les murs tiennent encore, mais où plus personne ne vit. Sans le socialisme, c'est l'idée même de progrès social tel que nous le concevons qui sombre. Comme le disait Mitterrand : **« N'abandonnons pas le mot de socialisme, car quelqu'un ramassera le drapeau. »** Aujourd'hui nous le ramassons et

nous entendons proposer un nouveau modèle de socialisme pour faire renouer la gauche avec celles et ceux qu'elle a oubliés.



Signataires

Liste des premiers signataires :

Fatima Yadani, trésorière nationale du Parti socialiste

Philippe Brun, député de l'Eure

Jean-Paul Jeandon, maire de Cergy, président de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Jérôme Guedj, député de l'Essonne

Laurence Rossignol, sénatrice du Val-de-Marne

Rafika Rezgui, maire de Chilly-Mazarin

Mickaël Vallet, sénateur de Charente-Maritime

Nadège Azzaz, maire de Châtillon, conseillère régionale

Béatrice Bellay, députée de Martinique, première secrétaire fédérale de Martinique

Marie-Eve Belorgey, première secrétaire fédérale du Territoire de Belfort

Willy Bourgeois, premier secrétaire de la fédération du Jura, vice-président de la région Bourgogne-Franche-Comté

Laurent Cathala, maire de Créteil, président de Grand Paris Sud Est Avenir

Jean-Pierre Cochet, adjoint au maire de Marseille

Emmanuelle de Gentili, première secrétaire fédérale de la Haute-Corse, adjointe au maire de Bastia

Romain Eskenazi, député du Val d'Oise

Rémy Goubert, premier secrétaire fédéral du Cantal

Justine Guyot, maire de Decize, vice-présidente du département de la Nièvre

Céline Henquinet, membre du bureau national, conseillère nationale, secrétaire de section de Paris-Centre

Eric Houllay, maire de Lure, vice-président de la région Bourgogne-Franche Comté

Samira Laal, secrétaire nationale du Parti socialiste au handicap et à l'inclusion

Sylvain Mathieu, premier secrétaire de la fédération de la Nièvre, conseiller régional de Bourgogne-Franche Comté

Anthony Perrin, conseiller départemental de Meurthe-et-Moselle, secrétaire de la section de Nancy

Stéphane Raffali, maire de Ris Orangis, conseiller départemental

Vincent Véron, premier secrétaire de la fédération de l'Orne

Timour Veyri, premier secrétaire fédéral de l'Eure

Vincent Verbavatz, secrétaire de la section du 14^e arrondissement de Paris

100 premiers signataires, rejoignez nous sur nouveau-socialisme.fr

100 premiers signataires :

Abbazi Omar (Essonne), Aboubakari Traoré (Eure), Aimé Beraud (Bouches-du-Rhône), Alain Loëb (Eure), Albert Naniyoula (Eure), Alix Dupontel (Gironde), Alix Nemir (Haute-Garonne), Anastasia Witczak (Eure), André Bouju (Eure), Annie Beauchamp (Haute-Savoie), Anthony Bory (Deux-Sèvres), antoine casini (Calvados), Antonio André Nunés (Eure), Bellevin Nathalie (Eure), Benjamin Vulbeau (Nord), Benoît Balut (Eure), Benoit Rougeaux (Nièvre), Bensmail Hugo (Paris), Bernard Le Dilavrec (Eure), Bossenec Camille (Nièvre), Brigitte Harlé (Eure), Camille Bruchec (Yonne), Caroline Marx (Meurthe-et-Moselle), Catherine Bihel (Ain), Cedric Viguerard (Eure), Céline Henquinet (Paris), Chantal Euler (Val-de-Marne), Charles Culioli (Essonne), Claire Donzel (Haute-Savoie), Claude Labro (Eure), Claude Labro (Eure), Clément Craveur (Côte-d'Or), Damien Behar (Paris), Daniel Clousier (Eure), Daniel Szeftel (Paris), Delfin Adam (Haute-Garonne), Diane Bouju (Eure), Didier Arnal (Val-d'Oise), Didier Bastien (Meurthe-et-Moselle), Didier Hamon (Paris), Djamila Aissaoui (Seine-Saint-Denis), Dominique Chemin (Eure), Dominique Sauvé (Eure), Dumont Marie-Pierre (Eure), Eléonore Avenet (Hérault), Elisabeth Cecile Sirven-Moreau (Maine-et-Loire), Elodie Houlley (Haute-Saône), Emile Blondet (Saône-et-Loire), Emmanuel Blum (Haute-Garonne), Eric Lardeur (Eure), Fatima Yadani (Paris), Firdaous El Otmani (Eure), Florence Lambert (Eure), Florent Segalen (Eure), François Poirrier (Eure), Francoise Breugnon (Eure), Françoise Mercier (Eure), Françoise Mercier (Eure), Frédéric Ligier (Meurthe-et-Moselle), Gabriel Sino (Eure), Garcia Javier (Charente-Maritime), Gaspard Relion (Finistère), Gedik Cakal Eminé (Eure), Graziella Quesnay (Eure), Graziella Quesnay (Eure), Guillaume Horn (Fédération des Français de l'étranger), Guillaume Laurent (Val-de-Marne), Hamid Zouggar (Haute-Saône), Helene Bonnet (Val-d'Oise), Hubert Zoutu (Eure), Isabelle Lenormand (Eure), Isabelle Lenormand (Eure), Ivan Aldeguer (Essonne), Jacques Beaudoin (Eure), Javier Garcia (Charente-Maritime), Jean Jacques Lumumba Luviya (Essonne), Jean Paul Monteiro Teixeira (Essonne), Jean-Baptiste Génard-Coudray (Eure), Jean-Marc Hery (Val-d'Oise), Jean-Pierre Monnot (Eure), Jérémy Pingué (Val-d'Oise), Jérémy Pingué (Val-d'Oise), Joceran Gouy-Waz (Paris), joel hacquard (Haute-Saône), Joelle Besnier Leroyer (Ain), Jonathan Das Lages (Eure), Julien Freycon (Loire), Julien Gorgiard (Ille-et-Vilaine), Julien Jacquet (Yonne), Julien Maillard (Nièvre), Julien Viguier (Haute-Garonne), Justine Molierac (Paris), Kykie Basseg (Essonne), Laetitia Bucchini (Paris), Laroche Jérôme (Haute-Saône), Laurence Parage (Eure), Laurent Violleau (Yvelines), Louis Druvent (Nièvre), Louis-Samuel Pilcer (Eure), Lubat Arnaud (Eure), Lucas Moulène (Isère), Lydia Thibedore (Eure), Lyes Djaoud (Indre-et-Loire), Marie Edwige Seyssel (Ain), Marie Françoise Arouay (Val-d'Oise), Marie-Agnès Staricky (Eure), Marie-Françoise Arouay (Val-d'Oise), Marie-Pierre Noël (Haute-Vienne), Mercier Christelle (Eure), Michael Ono Dit Biot (Eure), Michel Fouillet (Paris), Monique Laperrière (Haute-Savoie), Monnette Jean Marie (Nièvre), Monteiro Teixeira Jean Paul (Essonne), Nathalie Belgrine (Eure), Nathalie De Oliveira (Moselle), Nathalie Maillard (Eure), Nathan Barthélémy (Jura), Nicolas Le Carff (Eure), Nicolas Quenneville (Eure), Nicolle Alexandra (Calvados), Ninon Gillmann (Eure), Olga Bidault (Eure), Owatta Loïc (Paris), Parage reynald (Eure), Pascal Marie (Eure), Patrice Beuvelet (Nièvre), Patricia Hanriot (Hérault), Patricia Philippe (Paris), Patrick Ayache (Doubs), Patrick Blassel (Eure), Patrick Blassel (Eure), Pierre-Henri N'Simba-Delezay (Seine-Saint-Denis), Poltini Guillaume (Val-d'Oise), Richard Jacquet (Eure), Riwan Yahmi (Eure), Romain Tardif Benetollo (Essonne), Roy Sébastien (Val-d'Oise), Samira Laal (Pas-de-Calais), Sandra Tabary (Paris), Sarah Benhammou (Essonne), Sdiri Narjès (Val-d'Oise), Sébastien Martin (Eure), Simon Guerand (Paris), Simon-Pierre Sengayrac (Gironde), Stanislas Gosse (Paris), Théo Durand Tortorella (Ardèche), Theo Malineau (Paris), Théo Plancher (Eure), Thomas Fagart (Hauts-de-Seine), Thomas Lesselingue (Gard), Thomas Rolland (Eure), Tristan Mitâtre (Eure), Victor Tabuteau (Vienne), Vincent Verbavatz (Paris), Virginie Letellier (Eure), Vulbeau Benjamin (Nord), Yann Le Coz (Maine-et-Loire), Yves Eskenazi (Val-d'Oise), Yves Zuili (Val-d'Oise), Zoutu Therese (Eure),